REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 15 au 21 juin 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération régionale.....2
- Signature de deux conventions de financement pour appuyer les projets du département de l'économie bleue
- Les Seychelles et la France s'associent pour recycler les déchets marins et accroître la sensibilisation
- Comité de gestion du fonds de coopération régionale - 5 projets retenus

1.2 Connectivité maritime.....7
- Connectivité maritime-gagner en compétitivité

2. Centres d'Intérêts

2.1 Environnement.....8
- Seychelles undertakes excercise to identify areas rich in biodiversity
- Protected areas proposed for hawksbill sea turtle nesting period on Seychelles' main island

2.2 Economies durable.....10
- ONU : des initiatives en faveur d'une relance verte et de concertations sur les systèmes alimentaires

2.3 Aviation..... 12
- Voyage - Les cartes vaccinales non valides aux frontières

2.4 Economie.....14
- CEERE : Promouvoir l'entrepreneuriat au niveau des jeunes
- (Budget Discussion) CSG : Pierre Dinan s'interroge sur la forte hausse des contributions

2.5 Changements climatiques.....17
- 26 conférence sur le changements climatiques : une opportunité de changement majeur
- Participation du ministre de l'Environnement à une conférence virtuelle dans le cadre du CAHOSCC

2.6 Développement durable.....19
- Semaine européenne du développement durable : appel à participation

Signature de deux conventions de financement pour appuyer les projets du département de l'économie bleue



L'Ambassadeur Mas et M. Racombo présentant les deux conventions

L'Ambassadeur de France aux Seychelles, M. Dominique Mas et le Secrétaire général du département de l'économie bleue, M. Kenneth Racombo, ont signé, ce mercredi 16 juin, deux conventions de financement d'un montant total de 21 600 euros (380 000 roupies).

Ces deux instruments financiers vont permettre la réalisation de deux projets proposés et mis en œuvre par le département de l'économie bleue en association avec les associations et la recherche seychelloises. Le premier projet porte sur la récupération et la transformation en carburant des bouteilles en plastique ; le second va recenser les stocks de matériels de pêche usagés comme les filets et les bouées et étudier de quelles façons il est possible de les recycler. Ces deux projets concourent ainsi à la conservation de l'océan.

L'Ambassadeur de France a rappelé que ce financement faisait partie du demi-million d'euros (10 millions de roupies) mis à disposition des Etats-membres de la Commission de l 'Océan Indien (COI) par la France, pour appuyer des actions de promotion et de développement de l'économie bleue. Les Seychelles bénéficient de 17% du montant total du projet.

« La présidence française de la COI a placé la relance économique au cœur de ses priorités. Elle entend promouvoir le développement de l'économie bleue pour diversifier les économies de la région et pour tirer profit de cette ressource qui nous entourent, l'océan. Cela signifie aussi qu'il nous faut protéger ces richesses, assurer leur conservation et leur gestion durable. En réduisant la pollution des océans, nous assurons la protection de notre source de revenu », a dit M. Mas.

Ce financement complète un appui à l'Université des Seychelles pour la réalisation, par les laboratoires de recherche seychellois, de quatre programmes d'études sur la conservation marine.
L'ambassadeur s'est félicité des initiatives du département de l'économie bleue : « la France a choisi de vous accompagner dans la réalisation de projets que vous avez-vous-même définis et que vous allez vous-même mettre en œuvre. Ce sont des projets qui contribueront au développement à long terme des Seychelles et qui bénéficieront à tous les Seychellois. C'est bien cette forme de coopération pour le développement que la France et les Seychelles entendent maintenir et faire croitre ».
La France assure la présidence de la Commission de l'Océan Indien pour un an. Le projet « année bleue de l'Océan indien » bénéficie à Maurice, Madagascar, aux Comores mais aussi à la Tanzanie, le Kenya, le Mozambique et l'Afrique du sud. Il permettra notamment de célébrer au niveau régional la journée de l'économie bleue, une initiative du gouvernement des Seychelles.

Les Seychelles et la France s'associent pour recycler les déchets marins et accroître la sensibilisation

By: **Betymie Bonnelame Traduit par: Rudie Bastienne** | Views: 649



L'un des projets est de traiter les déchets de la mer et de contribuer à sensibiliser le grand public sur les impacts négatifs des déchets jetés en mer.

(Seychelles News Agency) - Le département de l'économie bleue des Seychelles cherchera des moyens de recycler les déchets de la mer et les bouteilles en plastique qui jonchent l'environnement dans le cadre de deux accords financiers récemment signés avec la France.

Les deux conventions, d'un montant total de 21 600 euros, font partie de la subvention du Fonds de solidarité pour les projets innovants, les sociétés civiles, la **francophonie** et le développement humain (FSPI). Ils ont été signés mercredi par le secrétaire général des Seychelles pour l'économie bleue, Kenneth Racombo, et Dominique Mas, l'ambassadeur de France dans la nation insulaire.

M. Racombo a déclaré aux journalistes que les accords « concerneront deux projets spécifiques. D'abord, il s'agit de traiter les déchets de la mer et permettra de sensibiliser le grand public sur les impacts négatifs des déchets jetés en mer et comment ces déchets peuvent être utilisés. »

Il a dit que le deuxième projet concerne la collecte des bouteilles en plastique dans l'environnement et leur conversion en carburant.

M. Racombo à déclaré que la facilité financière fournie par l'accord contribuera aux efforts déployés pour promouvoir l'économie bleue aux Seychelles, un groupe de 115 îles dans l'océan Indien occidental.



Les accords ont été signés mercredi par le secrétaire principal pour l'économie bleue, Racombo, et Dominique Mas, l'ambassadeur de France aux Seychelles. (Amba France Photo License: CC-BY

De son côté, l'Ambassadeur Mas a indiqué que la France a choisi d'accompagner les Seychelles dans la réalisation des projets que le Département de l'Economie Bleue a développés et mettra en œuvre.

« Ce sont des projets qui contribueront au développement à long terme du pays et dont les Seychelles bénéficieront. C'est cette forme de coopération au développement que la France et les Seychelles entendent maintenir et développer », a-t-il déclaré.

Le financement a été mis à la disposition des États membres de la **Commission de l'océan Indien** (COI) que la France préside pendant un an dans le cadre du « projet de l'Année bleue de l'océan Indien ».

Le projet de l'Année bleue de l'océan Indien bénéficie aux Comores, à Madagascar, à Maurice et aux Seychelles, au Kenya, au Mozambique, à l'Afrique du Sud et à la Tanzanie. Il permettra notamment de célébrer la Journée de l'Economie Bleu au niveau régional, une initiative du gouvernement des Seychelles.

« La présidence française du COI a placé la relance économique au cœur de ses priorités régionales. Elle entend favoriser le développement de l'Economie Bleue, diversifier les économies de la région et profiter de cette ressource qui nous entoure, l'océan. Cela signifie également que nous devons protéger ces ressources, les préserver et les gérer de manière durable. En réduisant la pollution des océans, nous protégeons notre source de revenus », a ajouté l'ambassadeur.

Le financement complète le soutien à l'Université des Seychelles pour la mise en œuvre par les laboratoires de recherche seychellois de quatre programmes d'études sur la conservation marine.

Comité de gestion du fonds de coopération régionale - 5 projets retenus

Le comité de gestion du fonds de coopération régionale s'est réuni le lundi 14 juin 2021 sous la présidence du Préfet de La Réunion. En cohérence avec les priorités de l'actuelle présidence française de la Commission de l'océan Indien, le comité de gestion a retenu 5 projets au titre de l'appel à projets 2021 dans les domaines de la santé, de la culture, de la jeunesse et des sports et de la recherche. Les lauréats pour 2021 sont les suivants :

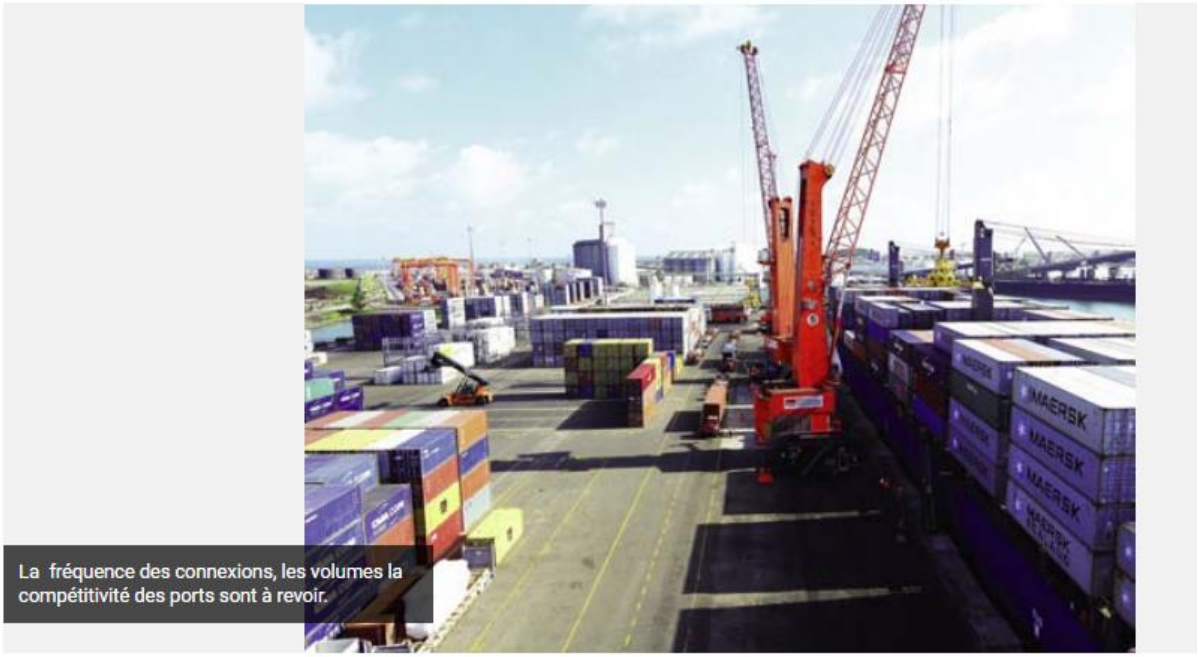
Porteur de projet	Intitulé du projet	Zone géographique
GIP CYROI	Le projet **SEYWOOL** propose un outil innovant de lutte anti-vectorielle ciblant le moustique tigre, responsable de maladies en milieu tropical.	Seychelles
IRD	Le projet **PEST** vise à combattre la réémergence saisonnière de la peste à Madagascar et à prévenir le risque d'émergence dans d'autres régions.	Madagascar
KLE DE SOL	Le projet de **Stages d'accordéon diatonique** permettra d'échanger et de renforcer les pratiques dans le répertoire traditionnel de l'océan Indien.	Madagascar, Rodrigues, Maurice
974 ACTION	Le projet pilote **PASS'ESPRIT BEACH** utilise l'activité de beach-rugby pour faciliter l'épanouissement de jeunes en difficulté les inscrivant dans une démarche éco-citoyenne.	Madagascar
OCEA CONSULT	Le projet **FISH-SCOP** concerne la mise en place d'un suivi des poissons récifaux dans le Sud-Ouest de l'océan Indien	Madagascar, Mayotte

Plus d'infos :

https://www.clicanoo.re/Societe/Article/2021/06/17/Comite-de-gestion-du-fonds-de-cooperation-regionale-cinq-projets-retenus

Connectivité maritime – Gagner en compétitivité

21 juin 2021 Commenter L'Express de Madagascar 23 Vues 5 minute(s) pour lire



La fréquence des connexions, les volumes la compétitivité des ports sont à revoir.

L'état de la connectivité maritime régionale et la productivité des ports de la région limitent la capacité des États de profiter du processus d'intégration régionale. Un projet est mis sur orbite pour remédier à cette situation.

L'amélioration de la connectivité maritime est reconnue comme facteur structurant de l'intégration économique sous-régionale. Or, l'évolution du secteur maritime marchand laisse entrevoir un risque de marginalisation des petites économies et des marchés étroits des îles du Sud-Ouest de l'océan Indien. D'où l'initiative de lancer un projet de renforcement de la connectivité maritime au niveau régional et auquel la Grande île accorde un intérêt particulier. *

La connectivité maritime régionale existante et la productivité des ports de la région limitent la capacité des États de profiter pleinement du processus d'intégration régionale au sein du COMESA, de la SADC et de la Zone continentale de libre-échange. C'est de ce constat que le projet mis sur orbite a mené des études pour fournir des orientations pour réduire les coûts de transport maritime à destination, au sein et en provenance de la région de la COI.

Les orientations ont identifié entre autres la fréquence des connexions, les volumes, la disponibilité de lignes ou encore la compétitivité des ports comme autant de freins à la dynamisation du commerce sous-régional. Toutefois, il est apparu nécessaire d'élargir la réflexion en intégrant les pays d'Afrique orientale. Cela afin de disposer « d'une masse critique » en termes d'acteurs et de potentiel commercial. C'est dans cette optique que des initiatives en faveur de la connectivité maritime régionale ont été entreprises avec le soutien du Japon qui dispose d'une expertise reconnue dans le domaine du transport maritime et de la gestion portuaire.

Suite l'article

Seychelles undertakes excercise to identify areas rich in biodiversity

By: **Sharon Ernesta**



Grand POlice on Mahe is one of the areas under consideration for the exercise.

Seychelles is undertaking an exercise to identify potential areas rich in biodiversity resulting in the expansion of marine and terrestrial protected areas of Seychelles' Inner Islands.

The exercise being implemented under the Ridge to Reef R2R Project will be conducted at six **Key Biodiversity Areas** (KBA) in upland forest ecosystems which will result in newly created protected areas. The project is being implemented under the partnership of the **Global Environment Fund** (GEF) and the **United Nations Development Programme** (UNDP) coordinated by the government of Seychelles.

Joanna Prosper, the Reef Project Manager, told SNA that the main aim of the project is to strengthen the management capacity and assess the status for these areas.

Prosper added that the mapping exercise will be conducted at identified areas on the main island of Mahe, the second-most populated island of Praslin and Curieuse Island.

"The project seeks to amongst other activities undertake outreach with landowners with property within or immediately adjacent to the areas undertaking biodiversity assessments and habitat mapping as well as developing monitoring and management plans for each of these areas," added Prosper.

The areas under consideration for the exercise are Montagne Planneau, Montagne Corrail – Collines du Sud and Grand Police, Montagne Brulee – Piton del'Eboulis, Praslin **National Park** extension, Riviere Kerlan and the western coast of Curieuse Island. **Suite de l'article**

Protected areas proposed for hawksbill sea turtle nesting period on Seychelles' main island

By: **Betymie Bonnelame**



Hawksbill turtle hatchlings making their way to the sea. (Marine Conservation Society Seychelles)

(Seychelles News Agency) - The **Marine Conservation Society Seychelles** (MCSS) is proposing the setting-up of protected areas on the main island of Mahe to shield the hawksbill sea turtle during nesting periods from September 1 to March 31, a top official said on Wednesday.

Christophe Mason-Parker, the chief executive of MCSS, told SNA that a nomination file is being prepared and will be sent to the Cabinet of Ministers for approval.

Mason-Parker said the temporal protected areas under the Ridge to Reef seek to "reduce the disturbance to the turtles when they are nesting. This will be for the period they are nesting, especially during the day."

The specific beaches and nearshore areas that MCSS, together with the Ministry of Agriculture, Climate Change and Energy, are nominating for seasonal protection are all in the south of Mahe.

These beaches include: Anse Intendance, Anse Cachée, Anse Corail, Anse Bazarca, Anse Petit Police and Anse Grand Police.They represent over 80 percent of the turtle nesting activity on Mahe recorded by MCSS.

The nomination of these beaches as temporal protected areas will follow the enactment of the Nature Reserves and Conservancy Act, which makes specific provisions for seasonally protected areas. Following this, appropriate regulations and management plans will be drafted and the public consulted accordingly.

The Society has been monitoring turtle nesting activity on Mahe since 2003. The data obtained over the years from this long-term monitoring programme has indicated some of the most important beaches for nesting of the hawksbill and green turtle in Seychelles. **Suite de l'article**

ONU : des initiatives en faveur d'une relance verte et de concertations sur les systèmes alimentaires



Dans une perspective de reconstruire des économies durables, résilientes et plus inclusives, l'Organisation des Nations Unies appelle à des actions coordonnées. Plusieurs d'entre elles seront mises en œuvre dans le cadre de deux programmes lancés le 17 juin par le ministre de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire, Maneesh Gobin et la Coordinatrice résidente de l'ONU pour Maurice et les Seychelles.

Piloté par l'Institut de recherche et de vulgarisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAREI), le premier concerne un «Dialogue national et régional sur les Systèmes alimentaires», dans la perspective du sommet mondial prévu sur ces systèmes. L'autre projet vise à mettre en œuvre le «Fonds de relance verte» avec l'assistance technique du Partenariat pour l'action sur l'économie verte qui associe cinq agences des Nations Unies (ONU Environnement, l'OIT, l'UNITAR, l'ONUDI et le PNUD), dont le but est de placer la durabilité au cœur de l'élaboration des politiques économiques.

« Des efforts importants et de toutes parts s'imposent pour nous remettre de la pandémie affectant les populations, les économies et l'environnement. Nous devons également relever des défis imposés par l'impact du changement climatique et de la pollution. Pour y parvenir, aucune nation ne peut travailler seule», a affirmé Christine Umutoni. «Il nous faut travailler ensemble en tant que communauté internationale, partenaires bilatéraux et multilatéraux, institutions financières internationales, secteur privé, universités, organisations de la société civile, organisations de jeunes et de femmes et communautés pour parvenir à une reprise verte, inclusive et résiliente», ajoute-t-elle.

Selon elle, la pandémie a également mis en lumière les vulnérabilités liées à la sécurité alimentaire. Par conséquent, les pays doivent revoir leurs systèmes alimentaires qui fera l'objet d'un sommet mondial prévu par l'ONU en septembre prochain, a indiqué la Coordinatrice résidente de

l'Organisation des Nations Unies pour Maurice et les Seychelles. Elle a a tenu à préciser que les projets concernant le Fonds pour la relance verte et les dialogues sur les systèmes alimentaires qui sont lancés visent à apporter des réponses appropriées à certaines de ces questions.
Financé par le Gouvernement allemand, le volet mauricien du projet est conçu pour soutenir les efforts de relance des pouvoirs publics. L'accent est mis sur la promotion de la durabilité de la production agricole et au sein des chaînes de valeur alimentaires, comprenant, le secteur du tourisme.
Il s'agit d'améliorer l'environnement des affaires et de développer des incitations pour promouvoir une industrie agro-alimentaire durable et l'expansion des petites et moyennes entreprises. Le projet prévoit la modélisation macroéconomique pour aider à prévoir la création d'emplois verts dans les filières agro-alimentaires et à évaluer les impacts de la relance économique sur la reprise du secteur.
Un autre résultat attendu est la création d'une boîte à outils de diagnostic et d'évaluation rapide pour augmenter le financement public et privé en faveur de solutions basées sur la nature et sur une agriculture intelligente, afin de soutenir des systèmes alimentaires durables. **Suite de l'article**

Voyage - Les cartes vaccinales non valides aux frontières



Le ministère de la Santé publique met le point sur le i. Que vous soyez vaccinés contre le coronavirus avec le vaccin Pfizer, le Moderna, l'Astrazeneca, le Jonhson & Jonhson, le Covishield ou autres, vous n'êtes pas autorisés à entrer à Madagascar, sans passer au test de dépistage PCR et au confinement, à l'arrivée. Les cartes vaccinales ne sont pas valides aux frontières de la Grande île.

« La présentation d'une attestation de test négatif à la Covid-19 à l'arrivée, ainsi que la présentation d'une carte de vaccination n'excluent pas le test Rt-PCR à l'arrivée et le confinement à l'hôtel », écrit le ministère dans un communiqué sur les conditions exceptionnelles d'entrée et de confinement des passagers en provenance de l'étranger.

Le ministère a ses raisons. « Nous ne savons pas le délai de vaccination du passager, depuis combien de jours ou depuis combien de mois a-t-il été vacciné ? Le test PCR est, pour le moment, le moyen le plus sur pour éviter l'importation du virus de Covid-19 à Madagascar », explique le professeur Patrick Dave Rakotomalala, directeur de cabinet du ministère de la Santé publique, hier.

Le vaccin n'agit pas tout de suite. « Il faudra quelques semaines, avant que les anticorps plafonnent », explique un médecin. Ainsi, toutes les personnes autorisées à entrer à Madagascar doivent présenter le résultat négatif de test Rt-PCR, réalisé 72 heures avant l'embarquement initial. Elles repasseront le test, à l'arrivée. Elles passeront à un confinement obligatoire dans un hôtel agréé par l'État, en attendant le résultat du test.

Le prolongement du confinement dépendra du résultat. S'il est négatif, le passager pourra regagner son domicile. Le cas contraire, le passager sera mis sous traitement, selon le protocole sanitaire du ministère de la Santé publique, quelque soit la forme de sa maladie.

Pour l'heure, les frontières ne sont ouvertes qu'aux émissaires spéciaux de l'État, aux fonctionnaires ayant des ordres de mission officielle, aux «experts en industries stratégiques en partenariat avec l'État», aux athlètes

malgaches qui participent aux compétitions internationales et aux personnes qui se rendent à Madagascar pour les funérailles de leurs proches.
Le tourisme et le voyage familial ne sont pas encore autorisés. Le ministère de la Santé reste sur ses gardes. Ses restrictions ne vont pas empêcher le virus de Covid-19 d'arriver à Madagascar, si ces mesures ne sont pas prises. La circulation d'un nouveau variant du coronavirus, le variant indien ou le variant britannique, exposera le pays à une nouvelle vague de l'épidémie.

CEERE : Promouvoir l'entrepreneuriat au niveau des jeunes



Ce sont les membres actifs du CEERE.

Le Club Entrepreneurs-Étudiants des Rendez-vous des Entrepreneurs connu sous le sigle de CEERE a été créé en mars 2011.

Il compte actuellement près de 120 jeunes membres issus de différents secteurs d'activités. « *Notre principale mission consiste à promouvoir l'entrepreneuriat au niveau des jeunes. Pour ce faire, nous menons diverses activités. On peut citer, entre autres, l'orientation des jeunes à s'intéresser à ce domaine qui contribue au développement socio-économique de la nation. Le développement du réseautage entre les membres s'avère également indispensable* », selon Lucky Andrianirina, le président du CEERE, lors de sa rencontre avec la presse.

Plateforme. Comme son nom l'indique, ce club organise également d'une manière périodique des rendez-vous d'entrepreneurs en invitant des dirigeants de sociétés ou des professionnels issus des secteurs économiques dans le cadre de conférence-débat. En outre, « *nous développons des activités de formation telle qu'une formation en business english club, et ce, au profit des membres. L'organisation de voyages au niveau des entreprises dans les régions comme à Toamasina, Antsirabe et Fianarantsoa, où il y a une concentration des industries, voire même à l'extérieur, n'est pas en reste* », a-t-il souligné. Plus précisément, « *le CEERE constitue une plateforme servant à forger les jeunes à se lancer dans l'entrepreneuriat. On peut les accompagner une fois qu'ils disposent d'une idée de création d'entreprise jusqu'au montage de leurs projets et à leur concrétisation, et ce, à travers des formations. Nous travaillons en étroite collaboration avec l'Ambassade de France à Madagascar pour ce faire* », toujours d'après ses explications. **Suite de l'article**

(Budget Discussion) CSG : Pierre Dinan s'interroge sur la forte hausse des contributions



– Création d'une Financial Crime Commission : « What will happen to ICAC ? », se demande Gary Gowrea

Lors d'une "*Budget discussion*" organisée par ACCA Mauritius et le Mauritius Institute of Professional Accountants, l'économiste Pierre Dinan qui intervenait sur les chiffres du budget s'est demandé pourquoi le montant versé à la Contribution sociale généralisée atteindra Rs 7,8 milliards pour l'exercice 2021/22 alors qu'il était de Rs 5,1 milliards cette année. Analysant les chiffres du "*Recurrent revenue*" de l'Etat, il a expliqué que cette « *forte hausse de 53%* » des contributions de la CSG « *soulève des questions* ». Et Pierre Dinan de poursuivre : « *Pourquoi ces contributions vont augmenter autant ? Normalement, on prévoirait une hausse bien inférieure à 53%.*»

Concernant la dette publique, il s'est toutefois voulu rassurant : « They say it will represent 78,8% of GDP at end of June 2021 and 82,8% at end June 2022, but it is good to hear that the majority of our debt is domestic, so we don't have to bear the burden of the depreciating rupee. » Il a aussi estimé que le fait que les échéances de la dette soient plutôt à moyen et long termes « est un point positif », permettant au pays « de souffler ». Là ou le bât blesse, selon Pierre Dinan, c'est que le ministre des Finances n'a rien dit de la balance des paiements et la balance commerciale. « Nous ne vivons pas dans un vase clos ; nous devons prendre tout cela en compte. » Avec le déficit de la balance des paiements, il voit mal la situation s'améliorer. « Pour cela, il faut un redressement important dans le secteur touristique et la sortie de la liste du GAFI pour relancer le secteur des services financiers. »

Anthony Leung Shing, Country Senior Partner de PwC Mauritius, s'est appesanti sur les nouvelles mesures introduites pour relancer l'investissement. Et son constat est plutôt positif : « *Le gouvernement a essayé de rationaliser les incitations à l'investissement en créant trois schemes (Normal, Export et Premium). Il y aura maintenant trois principaux Investment Certificates et ce sera plus facile pour les investisseurs.* » Selon lui, ces trois plans « *allow customization and more flexibility for investors to cater for their different needs.* » Et d'ajouter : « *They are well suited in*

driving investment. » Concernant les incitations pour attirer de riches étrangers à venir vivre à Maurice, Anthony Leung Shing a souligné que la *"Spouse exemption"* proposée dans le budget de juin 2020 *« n'a jamais été mise en œuvre »* et que cela a contribué *« à discréditer l'image du pays* ». Il espère que cette année, la mesure se concrétisera effectivement. Commentant la stratégie de réouverture des frontières, il est d'avis que l'objectif d'accueillir 650 000 touristes cette année *« is slightly optimistic »,* cela d'autant que d'autres pays de la région comme les Seychelles et les Maldives *« are achieving much lower rates ».* Pour lui, ce sera un réel challenge que d'accueillir 50% de notre clientèle habituelle.
Suite de l'article

26ème Conférence sur les changements climatiques : une opportunité de changement majeur

18/06/2021 Mmagaza



26ème Conférence sur les changements climatiques : une opportunité de changement majeur

© : HZK-LGDC

La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) dite de mai-juin 2021, s'est ouverte le lundi 31 mai dernier dans un format virtuel et doit se terminer cette semaine pour préparer la 26ème réunion de la Conférence des parties (Cop 26) à Glasgow, en Écosse, prévue en novembre 2021.

La COP est un sommet annuel qui réunit 197 nations pour discuter du changement climatique et de la manière dont les pays - et nous tous - prévoient de le combattre. Elle fait partie de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, un traité international signé par la quasi-totalité des pays et territoires du monde, qui vise à limiter l'impact de l'activité humaine sur le climat.

Cette conférence fera suite à l'échec de la Cop 25 lors de laquelle les états n'ont pu s'entendre sur les mesures décisives à prendre pour faire face au réchauffement climatique. La Cop 26 ambitionne ainsi de favoriser une véritable mise en œuvre de l'Accord de Paris en incitant les états à rehausser leurs ambitions climatiques et à prendre de nouveaux engagements.

Pour inciter cette dynamique de changement, le cadre fourni par la Cop 26 doit notamment permettre aux états-parties de s'accorder sur l'orientation des marchés vers un système mondial de taxe sur le carbone qui permettra la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Parmi les objectifs fondamentaux figure aussi la fin de la dépendance au charbon, l'élimination progressive des combustibles fossiles, la fin des investissements dans l'économie grise ou brune. La Cop 26 représente ainsi une opportunité de changement majeur en termes économiques, politiques et sociaux, afin de faire face aux défis climatiques.

La secrétaire exécutive de la CCNUCC, Patricia Espinosa, a déclaré que bien que cette année ait connu un certain élan en matière de lutte contre le changement climatique, l'urgence climatique s'aggrave, les plans actuels ne sont pas conformes aux objectifs de l'Accord de Paris et les négociations sont en retard. Elle a appelé au leadership et à la confiance, et a souligné l'importance de la finance en tant qu'impératif moral et économique.

Suite de l'article

Participation du ministre de l'Environnement à une conférence virtuelle dans le cadre du CAHOSCC



Le ministre de l'Environnement, de la Gestion des déchets solides et du Changement climatique a participé à une réunion virtuelle du Comité des chefs d'État et de gouvernements africains sur le changement climatique (CAHOSCC) de l'Union africaine. Quelque 80 participants de pays africains étaient présents. Le but du CAHOSCC est de mener la position commune de l'Afrique sur le changement climatique et de veiller à ce que l'Afrique parle d'une seule voix dans les négociations mondiales sur le changement climatique, notamment en vue de la 26e session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, prévue en novembre prochain.

Lors de la présentation de l'état d'avancement des négociations sur le climat et des principaux résultats des réunions clés sur le changement climatique, le président du Groupe africain de négociateurs a indiqué que, bien que l'Afrique ne contribue qu'à hauteur de 4 % aux émissions totales de gaz à effet de serre au niveau mondial, un soutien financier de l'ordre de 3 000 milliards USD est nécessaire pour mettre en œuvre les principaux engagements en matière de changement climatique, notamment les contributions déterminées au niveau national.
Des mises à jour des différentes commissions sur le climat dirigé par des pays africains ont également été présentées.

Semaine européenne du développement durable : appel à participation



La Semaine Européenne du Développement Durable (SEDD) a pour objectif de promouvoir la transition écologique à travers la valorisation d'actions locales et la sensibilisation du public au développement durable.
La Semaine européenne du développement durable - 19ème édition - aura lieu du 18 septembre au 8 octobre 2021.
Cet événement sera la vitrine des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'Agenda 2030. Ainsi, chaque initiative, devra concerner un ou plusieurs de ces 17 ODD qui couvrent tous les domaines de la transition écologique (santé, qualité de l'eau, énergie propre, villes et communautés durables…).
La SEDD a pour objectif de mobiliser le plus grand nombre d'acteurs du monde économique, social et environnemental, dans la mise en œuvre de projets répondant au principe du développement durable, au travers de manifestations diverses.
Appel à participation
Collectivités, entreprises, associations, établissements publics, centres de recherche, institutions scolaires, citoyens… Tous les porteurs de projet sont les bienvenus pour partager leurs évènements sur la plateforme !
Dès à présent, et jusqu'au 12 septembre 2021, déposez votre projet sur la plateforme européenne dédiée :
https://esdw.eu/register/?lang=fr